



**Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de Loir-et-Cher**

6 Rue Louis Armand - 41015 BLOIS CEDEX Tél. : 02 54 50 16 17 - [uioss@caf41.caf.fr](mailto:uioss@caf41.caf.fr)

**Marché de prestations de nettoyage des locaux,  
d'approvisionnement des appareils sanitaires  
et de gestion des déchets de bureau  
de l'UIOSS de Loir-et-Cher**

Marché public n° 2026/SERV\_BC/03

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(CCAP)**

*Marché public de service en procédure d'appel d'offre en application l'article L. 2124-1 du  
code de la commande publique*

## Table des matières

1.	OBJET .....	4
2.	PARTIES AU MARCHE.....	4
2.1.	Le pouvoir adjudicateur .....	4
2.2.	Le titulaire .....	4
3.	CADRE JUIDIQUE ET PIECES CONTRACTUELLES .....	4
3.1.	Cadre juridique .....	4
3.2.	Documents contractuels.....	5
3.3.	Formes des notifications et ordres de service .....	5
3.4.	Réglementations.....	5
4.	ALLOTISSEMENT .....	6
5.	LIEU D'EXECUTION.....	6
6.	MODALITE D'EXECUTION .....	6
6.1.	Modalité d'exécution des bons de commande .....	7
6.2.	Durée d'exécution .....	7
6.3.	Connaissance du site .....	7
6.4.	Sujétions normalement prévisibles.....	8
6.5.	Sous-traitance.....	8
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
7.1.	DISPOSITIONS RELATIVES A LA REPRISE PERSONNEL .....	9
1.1)	Eléments relatifs à la reprise du personnel.....	9
1.2)	Responsabilité du titulaire à l'égard de son personnel .....	10
7.2.	Protection de l'environnement et développement durable.....	11
7.3.	Changements affectant le titulaire .....	12
7.4.	Confidentialité et discrétion.....	12
7.5.	Obligations en matière d'hygiène et de sécurité .....	14
7.6.	Plan de continuité d'activité .....	14
7.7.	Assurance responsabilité .....	14
7.8.	Obligations générales du titulaire .....	15
7.9.	Obligations de conseil .....	15
8.	MODIFICATION DU MARCHE .....	15
9.	FIXATION DU PRIX ET SA REVISION .....	17
9.1.	Contenu des prix .....	17
9.2.	Forme des prix.....	17
9.3.	Modification des prix .....	18

9.4.	Clause butoir .....	19
9.5.	Clause de sauvegarde.....	19
9.6.	Révision des prix .....	19
10.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	20
10.1.	Répartition des paiements .....	20
10.2.	Les avances .....	20
10.3.	Les acomptes.....	20
10.4.	Délais et échéances de paiement.....	21
10.5.	Contenu et remise de la demande de paiement .....	21
11.	PENALITES .....	22
12.	VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....	23
12.1.	Vérifications .....	24
12.2.	Décision après vérification .....	24
12.3.	Réfections .....	24
13.	RESILIATION .....	25
13.1.	Résiliation du marché aux torts du titulaire .....	25
13.2.	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	25
a.	En cours d'exécution du marché.....	25
b.	Après résiliation prononcée aux torts du titulaire .....	26
14.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL.....	26
14.1.	Protection de la main d'œuvre .....	26
14.2.	Obligation d'identification des travailleurs .....	26
14.3.	Lutte contre le travail dissimulé.....	27
14.4.	Emploi de travailleurs étrangers ou détachés.....	27
15.	OBLIGATION DES ORGANISMES .....	27
16.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	28
17.	REGLEMENT DES CONFLITS.....	28
18.	DEROGATION AU CCAG – FCS .....	28

## 1. OBJET

Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières (ci-après « CCAP ») a pour objet les prestations de nettoyage des locaux de l'Union immobilière des organismes de sécurité sociale de Loir-et-Cher.

La consistance ainsi que l'étendue des prestations sont décrites de manière détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (ci-après « CCTP »).

## 2. PARTIES AU MARCHÉ

Les parties au présent marché sont :

- Le pouvoir adjudicateur
- Le titulaire

### 2.1. Le pouvoir adjudicateur

L'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale (ci-après « UIOSS ») est l'instructeur du présent marché.

Le bâtiment de l'UIOSS regroupe la CPAM, la CAF, la CARSAT et l'URSSAF.

L'UIOSS est également le maître d'ouvrage, au sens de l'article L. 2411-1 CCP. De ce fait, l'UIOSS est compétente pour la passation, et assure l'exécution du marché (émission des ordres de services, vérification et admission des prestations, règlement des factures).

L'UIOSS est représentée par sa directrice, Madame Delphine LEVY.

Tous les règlements des sommes dues au titre du marché sont assurés par le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme, Monsieur Jean-Marie CHESNIN.

### 2.2. Le titulaire

Conformément au Code de la commande publique, le titulaire peut se présenter seul ou sous forme de groupement ou de co-traitants.

De ce fait, l'acte d'engagement mentionnera l'ensemble de ces informations.

## 3. CADRE JURIDIQUE ET PIÈCES CONTRACTUELLES

### 3.1. Cadre juridique

La présente consultation est lancée sous la forme d'un appel d'offre ouvert conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale et des articles L. 2124-2 et R. 2124-2 1° du Code de la Commande Publique.

Le présent marché est un marché de services conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire et sera exécuté au moyen de bons de commandes.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4 du Code de la Commande Publique, le présent marché est conclu sans minimum et avec un maximum exprimé sur la durée totale du marché qui est de 530 000 € HT.

Le montant **estimatif** du marché sur quatre (4) années est de 500 000 € HT.

Ces montants sont estimatifs et non contractuels, aucune indemnisation ne pourra être demandée par le titulaire en cas de surestimation.

### 3.2. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – FCS, les documents contractuels qui régissent le présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières (la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et Le bordereau de prix unitaire (BPU)) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG - FCS) ;
- Le code de la commande publique ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;

En cas de contradiction entre les pièces citées ci-dessus, c'est l'ordre de priorité décroissant mentionné ci-dessus qui est à appliquer.

En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Aucune condition spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra être opposé à l'UIOSS sans son accord préalable et expresse.

Le Code de la Commande publique et le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG - FCS) ne sont pas joints au présent marché. Ces derniers peuvent être téléchargés sur : <https://www.legifrance.gouv.fr>

### 3.3. Formes des notifications et ordres de service

L'article 3 du CCAG – FCS est seul d'application.

### 3.4. Réglementations

Le titulaire exécutera les prestations objets du présent marché conformément aux textes législatifs, aux règlements, aux normes françaises, aux documents techniques

et aux règles professionnelles en vigueur, ceux visés aux CCTP et notamment aux dispositions suivantes :

- Les normes, décrets, arrêtés, lois et règlements ou autres textes en vigueur à la date de la consultation ;
- Les règlements sanitaires départementaux
- Le code du travail
- Le code de la Commande publique
- Les consignes d'utilisation, de nettoyage et d'entretien données par les constructeurs des matériels et appareillage

Le titulaire ne pourra donc se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance de ces textes intéressant directement ou indirectement son activité ou les biens concernés.

Par ailleurs, le titulaire est soumis à l'ensemble des règles issues du code du travail en vigueur.

#### 4. ALLOTISSEMENT

Selon les dispositions de l'article R. 2113-1 du Code de la commande publique, le marché n'est pas alloti car la différenciation des prestations rendrait la gestion du marché trop couteuse.

#### 5. LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution de l'ensemble des prestations est :

6 rue Louis Armand  
41015 BLOIS CEDEX

Les prestations de services et de nettoyage pourront s'exécuter sur l'ensemble du bâtiment aux emplacements prédéfinis dans le CCTP et par le pouvoir adjudicateur.

#### 6. MODALITE D'EXECUTION

Le présent marché est un accord-cadre à bon de commande et contient deux types de prestations différentes :

- Des prestations journalières : prestations à effectuer selon une périodicité prédéfinie et invariable.
- Des prestations ponctuelles : prestations à effectuer périodiquement à la suite d'une demande spécifique du pouvoir adjudicateur.

La notification du marché vaut bon de commande de début d'exécution des prestations dites « journalières » de nettoyage.

Les autres prestations, ponctuelles, feront l'objet d'un devis selon les tarifs et remises catalogues du titulaire mentionnés dans le bordereau des prix unitaires (BPU). Si le devis est accepté par l'UIOSS, un bon de commande sera émis.

### 6.1. Modalité d'exécution des bons de commande

- Prestations journalières

La notification du marché vaut passation du bon de commande des prestations journalières.

Néanmoins l'exécution de ces dernières ne commence à courir qu'à la date de prise d'effet du contrat, soit le 01 juin 2026.

- Prestations ponctuelles

La notification des prestations ponctuelles se fait par émission d'un bon de commande par l'UIOSS selon ses besoins.

Les prix des prestations ponctuelles seront établis sur la base des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires.

Les prestations ponctuelles pourront concerner l'ensemble du bâtiment ou seulement une partie (un organisme par exemple).

A compter de la date de réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour présenter ses réserves de toute nature qui pourront éventuellement donner lieu à l'établissement d'un bon de commande rectificatif. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve le bon de commande considéré.

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard 1 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

### 6.2. Durée d'exécution

Le marché prend effet à compter du 1<sup>er</sup> juin 2026. Il est conclu pour une durée d'un an reconductible de façon tacite trois (3) fois.

De ce fait, le marché s'achèvera maximum le 31 mai 2030.

La non-reconduction est signifiée par l'UIOSS au titulaire au moins deux (2) mois avant la date d'échéance du marché par courrier postal ou courriel avec demande d'accusé de réception.

Le respect des délais est apprécié par rapport à la date d'accusé de réception du courrier ou courriel.

### 6.3. Connaissance du site

Le titulaire est réputé avoir :

- Pris connaissance de la constitution des bâtiments et de la consistance de l'installation dont il assure l'exploitation. A cet égard, il importe de rappeler qu'une bonne connaissance de l'installation favorise l'identification des besoins notamment en termes de consommable sanitaire.
- Pris connaissance de tous les plans utiles à la réalisation des prestations, des lieux et terrains et de tous les éléments généraux et locaux, en relation avec l'exécution des prestations ;
- Contrôlé toutes les indications des plans et s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du pouvoir adjudicateur.

Ainsi, le titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son prix d'une connaissance insuffisante des sites d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des prestations.

Le titulaire devra tenir compte de tous frais résultant de la présence de réseaux divers (eau, gaz, électricité, égouts...) et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection et leur maintien en service durant l'exécution des prestations.

#### 6.4. Sujétions normalement prévisibles

L'attention du titulaire est attirée sur les sujétions résultants de l'exécution des prestations dans l'enceinte d'un bâtiment de la sécurité sociale.

Le maître d'ouvrage a toute liberté pour ordonner les mesures qui lui semblent nécessaires pour réduire au maximum les inconvénients prévisibles.

Ainsi, sur décision du maître d'ouvrage, le titulaire pourra être amené à arrêter momentanément les prestations perturbants le bon fonctionnement des activités de la sécurité sociale.

Il supportera en conséquence les éventuels décalages de planning, et toutes les dépenses qui y sont liés.

En outre, le titulaire devra prendre toutes les dispositions durant l'exécution des prestations afin d'assurer la sécurité et le confort du personnel, ainsi que des usagers, des tiers et de leurs biens.

#### 6.5. Sous-traitance

Conformément aux articles L. 2193-1 et suivants du CCP, ainsi que l'article 3.6 du CCAG – FCS la sous-traitance de ce marché est possible.

La déclaration au maître d'ouvrage de sous-traité, ainsi que le paiement direct pour les sous-traitants direct aux marchés supérieurs à 600 euros T.T.C. sont obligatoires.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par le maître d'ouvrage est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

La sous-traitance totale du présent marché est interdite.

En cas de dépôt de la demande de sous-traitance au moment du dépôt de l'offre, le titulaire devra joindre, le DC4 (joint au dossier de consultation). En sus de ce document, le titulaire devra joindre les capacités professionnelles et financières du sous-traitant, les qualifications du sous-traitant correspondant aux prestations sous-traitées ainsi que les pièces prouvant sa régularité sociale et fiscale.



Quel que soit le nombre et le niveau des sous-traitants, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de la totalité du marché qui lui a été dévolu.

De surcroît, toutes les obligations mises à la charge du titulaire du présent marché notamment en matière de confidentialité, de protection de la main d'œuvre ou de l'environnement, ainsi que de lutte contre le travail dissimulé s'imposent à l'ensemble des sous-traitants sous la responsabilité du titulaire. En cas de non-respect de ces dernières, le titulaire encourt la résiliation du marché pour faute.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1. DISPOSITIONS RELATIVES A LA REPRISE PERSONNEL

#### 1.1) Éléments relatifs à la reprise du personnel

L'article 7 de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 prévoit la continuité du contrat de travail des salariés attachés au marché en cas de changement de prestataire.

Ces dispositions s'appliquent aux entreprises ayant une activité relevant du code APE 81.2, attributaires et sous-traitantes de l'exécution du marché lorsqu'il y a succession de prestataires pour des travaux effectués dans les mêmes locaux.

Dans ce contexte et dans le but que l'acheteur transmette ces éléments essentiels à l'ensemble des soumissionnaires dans le dossier de consultation lors du renouvellement de ce marché, le titulaire est tenu de transmettre, six mois avant la fin du marché, les éléments relatifs au personnel exécutant les prestations sur les lots concernés remplissant les conditions de reprise posées à l'article 7 de la convention collective susvisée. Cette information pourra être réactualisée par l'attributaire à la demande de l'acheteur lors de la période de passation du marché.

Les informations à transmettre sous forme de liste du personnel éligible sont :

- Le temps de travail mensuel affecté au lot concerné avec horaire habituel,
- Le salaire brut mensuel correspondant incluant les charges salariales,
- La nature du contrat à reprendre,
- Les éventuels avantages acquis,
- La date d'affectation sur le marché,
- La date d'embauche déterminant l'ancienneté,
- La qualification des agents,
- Les autres éléments nécessaires à l'appréciation de la masse salariale.

Le titulaire transmet également le montant de la masse salariale brute globale correspondante. Les éléments transmis par le titulaire ne doivent en aucun cas comporter des données à caractère personnel.

## 1.2) Responsabilité du titulaire à l'égard de son personnel

- Lien de subordination

Le prestataire de services agit en toute indépendance. Il reste libre de déterminer et de mettre en œuvre les moyens qu'il juge nécessaires à l'exécution du contrat sans qu'aucun lien de subordination au sens donné par le Code du Travail, c'est-à-dire de relation employeur/salarié, n'existe entre l'organisme et le prestataire de services.

Les agents du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier et demeurent placés sous son autorité.

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation relève de la compétence du titulaire.

Les organismes bénéficiaires ne peuvent être amenés à dispenser aux agents du titulaire des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements intérieurs de l'UIOSS.

- Remplacement

Afin d'assurer une continuité de service public, le titulaire doit pouvoir faire effectuer les prestations par du personnel de remplacement en cas d'indisponibilité (maladie, absence, congés...) des agents habituellement affectés au marché.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du coût des prestations ni affecter l'exécution du présent marché. Le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que la bonne exécution du marché n'en soit pas compromise.

- Aptitude, formation et qualification

Le titulaire atteste de la qualification professionnelle de son personnel pour effectuer les prestations demandées, qu'il s'agisse des prestations journalières ou ponctuelles.

La formation est à la charge du titulaire du marché. Son personnel doit disposer de la formation minimale exigée et de niveaux de compétence et de qualification adéquats.

Pendant toute la durée du marché, à la demande de l'organisme, le titulaire doit justifier de la compétence de ses agents au regard des connaissances exigées.

En cas de remplacement de l'un de ses agents, le titulaire fait son affaire de la formation qui doit être réservée aux nouveaux arrivants sans que l'UIOSS ait à supporter de coût supplémentaire ou une gêne quelconque.

La formation préalable du personnel affecté au site et des nouveaux arrivants est assurée en interne par le titulaire. L'ensemble du personnel du titulaire doit avoir pris connaissance de ses missions, des sites et de la conduite à tenir en cas d'incidents.

- Conduite des intervenants

Pendant leur séjour dans les locaux de l'organisme, les intervenants sont assujettis au règlement intérieur et aux règles de sécurité de ces locaux.

Il est notamment interdit aux agents du titulaire :

- D'être accompagnés sur le site de personnes étrangères à l'UIOSS ;
- D'utiliser les outils bureautiques ;
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- De fumer à leur poste et dans tous les autres locaux de l'UIOSS, conformément à la réglementation en vigueur ;
- De provoquer du désordre dans les locaux de l'UIOSS.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produite à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

- Récusation

L'UIOSS se réserve le droit de récuser les agents du titulaire qui ne disposeraient pas des compétences requises ou dont le comportement se révélerait inadapté à l'exécution des prestations.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des agents récusés de façon à ne pas compromettre la bonne exécution du marché. Ce changement ne peut justifier une augmentation des prix du marché.

La rupture dans l'exécution du marché entraîne l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

## 7.2. Protection de l'environnement et développement durable

Le titulaire est tenu d'adopter un comportement responsable à l'égard de l'environnement et doit, dans la mesure du possible, réaliser les prestations du présent marché en limitant les impacts écologiques néfastes.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de l'environnement. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG – FCS applicable, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines, ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier de l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

### 7.3. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de tout changement affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter
- La forme de l'entreprise
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- Son adresse ou siège social
- La cession d'une ou différentes activités
- L'acquisition d'une nouvelle activité
- Ses coordonnées bancaires
- Tout autre modification ayant un impact sur l'exécution du marché

Le titulaire fait parvenir au pouvoir adjudicateur, le cas échéant, un extrait K, K bis ou D1 à jour des modifications, ou pour les entreprises n'en possédant pas, leur numéro SIREN, une photocopie de l'extrait du journal d'annonce légales et un relevé d'identité bancaire ou de caisse d'épargne.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le pouvoir adjudicateur ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

### 7.4. Confidentialité et discrétion

Le titulaire s'engage à respecter les obligations relatives à la confidentialité mentionnées à l'article 5.1 du CCAG – FCS. Notamment, le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature, sous quelque forme que ce soit, sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposés ou éventuels sous-traitants. En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le titulaire est tenu au secret professionnel (article 226-13 du code pénal) et à l'obligation de confidentialité. Il s'engage à respecter de façon absolue cette obligation et à la faire respecter par son personnel, ses sous-traitants ou toute personne extérieure qu'il mobilise comme intervenant dans le cadre du présent marché.

L'obligation de confidentialité s'étend à toutes les informations, toutes les données, tous les documents, de quelque nature que ce soit, auxquels le titulaire a accès ou dont il a connaissance durant l'exécution du présent marché. L'UIOSS n'a pas à signaler le caractère confidentiel des informations, données et documents pour que cette obligation soit respectée.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 34 et 35.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les informations, données et documents à des fins autres que celles spécifiées par le présent marché ;
- Ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter leur utilisation détournée ou frauduleuse ;
- Ne pas les communiquer à des personnes physiques ou morales, privées ou publiques, autres que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'UIOSS, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- Ne conserver aucun de ces informations, données et documents, ni aucune copie de ceux-ci, sous quelque forme que ce soit ;
- Ne pas photographier les installations ou les bâtiments de l'UIOSS sans autorisation préalable
- Alerter immédiatement l'UIOSS de tout fait faisant craindre que les obligations souscrites au titre du présent article ne seraient pas respectées.

Le titulaire s'interdit toutes communications écrites ou verbales relatives aux prestations objet du présent marché, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord écrit de l'UIOSS.

Les informations obtenues par le titulaire au cours de l'exécution du marché ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelés à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires, échappant au contrôle du titulaire.

Le titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en oeuvre des mesures de sécurité et de confidentialité conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'UIOSS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, elle se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations souscrites au titre du présent article peut entraîner, outre les sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire conformément au présent CCAP. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité du marché puis après sa fin, quelle qu'en soit la cause. Ces

obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent marché, et ce pour une durée de dix (10) ans.

Le titulaire s'engage également à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016) dit RGPD.

#### 7.5. Obligations en matière d'hygiène et de sécurité

Le titulaire se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Il revient à la charge du titulaire de les communiquer à son personnel.

Le titulaire demeure responsable de ses propres dispositifs de sécurité. Il devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et de matériels de protection appropriés individuels et collectifs, conformes à la réglementation.

En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence une tenue ou un badge spécifique de leur fonction avec le nom de leur entreprise.

Le Titulaire soumettra son personnel aux dispositions des articles R. 4512-6 à R. 4512-11 du Code du Travail. Il participera à la mise en œuvre du plan de prévention prévu à l'article R 4512-7 du Code du Travail et à l'inspection commune et préalable des lieux d'exécution des opérations.

#### 7.6. Plan de continuité d'activité

Dans les 2 mois suivants la date de démarrage du marché, le titulaire devra avoir rédigé et présenté à l'organisme un plan de continuité de l'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites des organismes bénéficiaires.

#### 7.7. Assurance responsabilité

Le titulaire du marché, ainsi que ses potentiels cotraitants et sous-traitants devront justifier qu'ils ont souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engagent à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution de l'accord-cadre.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du titulaire.

### 7.8. Obligations générales du titulaire

Le titulaire est soumis en permanence à une obligation de résultat concernant les prestations objets du marché.

Dans le respect des normes en vigueur et dans le but d'assurer dans le temps une fiabilité constante des matériels confiés, le titulaire du marché s'engage donc à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des prestations qui lui sont demandés, notamment :

- Avoir une organisation adéquate permettant d'assurer les obligations de service auxquelles il est tenu par le marché,
- Mettre à disposition des ressources compétentes et notamment détacher lors des interventions un personnel de haute technicité,
- Garantir une grande rapidité d'exécution et d'intervention,
- Assister et conseiller en permanence l'Organisme pour l'exploitation en dehors des opérations prévues au présent marché,
- Informer l'Organisme des mesures à prendre et des modifications à prévoir en fonction de l'usure des équipements,
- Remettre dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

### 7.9. Obligations de conseil

Le titulaire a une obligation permanente de conseil du maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du présent marché.

Le Titulaire du marché est tenu à son obligation de conseil envers les organismes pour toutes les questions portant sur les équipements et les services associés, dans le cadre de l'exécution dudit marché.

A cet égard, le titulaire conseille la personne publique et lui fait connaître les améliorations qui lui paraissent souhaitables pour une meilleure efficacité de l'installation.

## 8. MODIFICATION DU MARCHÉ

### 8.1. Suspension des prestations

L'UIOSS a la possibilité, pour des raisons motivées, de suspendre des prestations programmées notamment en cas de fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site à la suite de travaux, à un déménagement ou pour cause d'inoccupation des locaux.



Dans ce cas, l'organisme devra en informer, par écrit, le titulaire de l'accord-cadre dans un délai minimum de 20 jours calendaires avant la date d'effet de cette suspension. Cette information précisera :

- Le motif de la suspension ;
- Les prestations qui seront suspendues ;
- La période de suspension (date de début et date de fin) ;
- Le montant des prestations correspondantes issu de la DPGF (ou d'un devis du prestataire), à déduire du prix forfaitaire.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension des prestations décidées par l'organisme bénéficiaire.

Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

## 8.2. Suppression des prestations

L'UIOSS peut être contraint à fermer définitivement un ou plusieurs bâtiments compris dans l'accord-cadre. Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) ou partie de bâtiment, seront donc supprimées de l'accord-cadre.

L'organisme informera le titulaire, par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de 20 jours calendaires avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'une décision de l'organisme :

- Supprimant les prestations programmées concernant le ou les bâtiments ou partie de bâtiment dans les pièces de l'accord-cadre (CCTP, annexes techniques etc.. ;)
- Diminuant le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations programmées pour ce ou ces bâtiments.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par l'organisme.

Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

Un avenant au contrat sera établi sans que le titulaire puisse élever une réclamation dans la limite de 10% selon l'article R.2194-8 relatif au Code de la Commande Publique.

## 8.3. Ajout de prestations

L'organisme se réserve la possibilité d'ajouter des prestations notamment en cas d'extension d'un bâtiment, de récupération de zones initialement louées ou inoccupées, ou d'acquisition de bâtiments.

Pour les ajouts, l'UIOSS se réserve la possibilité de passer un avenant accompagné des prestations pour les locaux en question. Aussi, un cahier des charges techniques



sera réalisé par l'organisme et le titulaire transmettra un devis correspondant aux prestations demandées, en rapport avec les prix du marché.

#### 8.4. Modification des prestations

L'organisme se réserve la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants :

- Suite à des travaux réalisés dans les locaux ;
- En cas de changement d'occupants.

Les modifications concernées sont :

- La fréquence de passage ;
- Le changement de revêtement de sol ;
- Le changement de famille de locaux ;
- La modification de la surface.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, les éventuelles modifications des surfaces de sol à nettoyer représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 5 % sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

De même, les variations en plus ou en moins inférieures ou égales à 5 % de vitrerie, sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

Si les variations de surface sont supérieures à 5 %, les modifications du prix forfaitaire font l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

## 9. FIXATION DU PRIX ET SA REVISION

### 9.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses mentionnées à l'article 10.1.3 CCAG – FCS applicable.

Les prix sont établis hors T.V.A. Le taux de TVA à appliquer est conforme aux textes en vigueur lors de la réalisation des prestations.

### 9.2. Forme des prix

Conformément aux articles R. 2112-9 à R. 2112-11 du CCP, les prix sont fermes pour la durée totale d'exécution du marché.

Le présent marché contient des prestations à prix forfaitaires, mais également des prestations à prix unitaire.

Ainsi, le marché est traité à prix global forfaitaire pour les prestations journalières, les autres prestations, tel que les prestations ponctuelles sont à prix unitaire. De facto, le marché est dit à prix mixtes.

- Prix forfaitaires

Le prix forfaitaire concerne les prestations journalières. Ce prix est celui mentionné dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

En conséquence, il est expressément entendu que le titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations forfaitaires mentionnées dans le CCTP.

- Prix unitaires

Les autres prestations, dites « ponctuelles », sont à prix unitaires.

Les prestations ponctuelles feront l'objet d'un bon de commande émis par l'organisme et seront rémunérées sur la base du tarif indiqué au bordereau de prix unitaire (BPU).

Les prestations ponctuelles pourront concerner l'ensemble du bâtiment ou seulement une partie (un organisme par exemple).

A compter de la date de réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour présenter ses réserves de toute nature qui pourront éventuellement donner lieu à l'établissement d'un bon de commande rectificatif. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve le bon de commande considéré.

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code de la Commande Publique, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard 1 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

### 9.3. Modification des prix

Les parties se laissent la possibilité de se rencontrer pour évaluer l'impact financier causé en cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicable en cours d'exécution du marché.

Cette modification est considérée comme imprévisible lorsqu'aucune des parties ne pouvait diligemment la prévoir jusqu'à la notification du présent marché, notamment parce qu'aucun projet ou qu'aucune proposition de loi ou toute modification par voie de décret n'ont été publiés.

Si les circonstances ci-dessus sont réunies, la partie la plus diligente informe par tout moyen permettant de prouver la réception du destinataire, de la mise en œuvre de la présente clause.

L'éventuelle modification du contrat qui en résulterait, fera impérativement l'objet d'un avenant écrit et signé des deux parties. Cet avenant ne pourra s'appliquer que pour l'avenir, à compter de la plus tardive des dates de signature des parties.

En l'absence d'un tel avenant, aucune modification ne sera apportée au contrat pour les circonstances prévues à la présente clause.

#### 9.4. Clause butoir

L'évolution des prix ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 4 % par an des prix hors TVA des prestations indiquées dans les décompositions du prix global forfaitaire et les bordereaux de prix unitaire.

En cas d'une hausse supérieure au pourcentage prévu à la clause butoir, le prix de règlement sera celui établi à partir du pourcentage prévu dans la présente clause butoir.

La présente clause ne prend pas en compte les modifications financières qui interviendrait en application de l'article 8 du présent CCAP.

#### 9.5. Clause de sauvegarde

Le présent marché est conclu en tenant compte d'une hausse annuelle maximum de 4 % des prix des décompositions du prix global forfaitaire et des bordereaux de prix unitaire.

Si le seuil de 4 % était franchi, l'UIOSS se réserve le droit de résilier unilatéralement le présent contrat sans que le titulaire puisse se prévaloir d'une quelconque indemnisation concernant la partie du marché restant à effectuer.

La présente clause ne prend pas en compte les modifications financières qui interviendrait en application de l'article 8 du présent CCAP.

#### 9.6. Révision des prix

Les prix des prestations journalières et des prestations ponctuelles resteront fermes et non révisables pendant la 1ère année d'exécution du marché. Cette année débutant à la date de début d'exécution du marché et s'achevant à sa date anniversaire.

Par la suite, ces prix sont révisés à la hausse ou baisse selon les modalités de révision ci-après.

Il sera demandé au Titulaire d'adresser sa révision de prix un mois avant la date anniversaire, date à partir de laquelle les nouveaux prix seront appliqués. Cet envoi comportera tous les éléments de détails du calcul de cette révision.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG – CS, les variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations de cet article, par application de la formule ci-après.

La formule de révision permettant de calculer le(s) prix révisé(s) est :

$$Pr = Po * ( It / Io )$$

Dans cette formule :

- **Pr** = Prix révisé
- **Po** = Prix initial du marché
- **It** = Valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre de révision de prix

- ***I<sub>0</sub>*** = Valeur de référence de l'Index Propreté du trimestre de remise de l'offre

L'Index Propreté de référence est publié trimestriellement sur le site en accès libre [www.index-proprete.fr](http://www.index-proprete.fr).

Si l'index venait à disparaître, ou si la loi interdisait de les utiliser pour quelque raison que ce soit, ou s'il s'avérait que leur utilisation n'était plus appropriée, les parties se rapprocheraient et choisiraient ensemble de nouveaux indices permettant de calculer les revalorisations.

## 10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

En application des dispositions de l'article L2192-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire est invité, si possible, à privilégier la transmission des factures sous forme électronique. Le mode de règlement choisi par l'organisme est le virement bancaire.

- **Pour les prestations récurrentes ou « journalières » :**

Les factures seront établies mensuellement et adressées à l'UIOSS.

- **Pour les prestations sur bons de commande ou « ponctuelles » :**

Pour chaque bon de commande émis, une facture devra être adressée à l'UIOSS.

### 10.1. Répartition des paiements

En cas de groupement, l'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et à ses cotraitants membres du groupement.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement indique le montant total du marché, les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser l'ensemble des prestations. Le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

### 10.2. Les avances

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-18 du Code de la Commande Publique.

Les montants des avances sont fixés au pourcentage minimal de chaque article précité.

Le titulaire peut refuser cette avance.

### 10.3. Les acomptes

Le versement des acomptes sera effectué sur demande du titulaire conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique

et des articles 11.2 et 11.5.2 du CCAG FCS, sous réserve que le titulaire du marché justifie de la valeur des prestations réalisées donnant droit à acompte.

#### 10.4. Délais et échéances de paiement

- **Echéance de paiement**

Pour les prestations forfaitaires, dites « journalières »

La facturation des redevances de maintenance incluses dans le forfait est effectuée tous les mois, à terme échu.

Pour les prestations ponctuelles

Pour les prestations hors forfait, la demande de facturation sera effectuée après service fait ; une fois l'intervention du prestataire réalisée et acceptée par l'organisme. Ces prestations donneront lieu à une facturation indépendante de la facturation du forfait.

- **Délais de paiement**

Le paiement s'effectuera dans les conditions prévues aux articles R. 2191-23 à R.2191-31 du CCP.

Conformément à l'article R. 2192-10 du CCP, le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours pour les pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entité adjudicatrice.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence des pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée à l'entreprise. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture correctement établie et des pièces manquantes.

Le comptable assignataire des paiements est le Trésorier de l'établissement maître d'ouvrage, Monsieur Jean-Marie CHESNIN, Directeur Comptable et Financier de l'UIOSS 41.

Les paiements seront effectués par virement au crédit du compte courant figurant dans l'acte d'engagement.

#### 10.5. Contenu et remise de la demande de paiement

Conformément à l'article 11.3 du CCAG – FCS la demande de paiement contient les informations suivantes :

- date d'émission ;
- la signature et le cachet du titulaire ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 30.3 du CCAG – FCS ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause ;

- le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant toutes taxes comprises ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies hors TVA et toutes taxes comprises ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Conformément à l'article 11.5.1 du CCAG – FCS la remise de demande de paiement a lieu au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Les demandes de paiement peuvent être déposées directement sur Chorus Pro ou envoyées par mail à : [uioss@caf41.caf.fr](mailto:uioss@caf41.caf.fr)

## 11. PENALITES

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14 du CCAG – FCS, les pénalités peuvent être appliquées sans mise en demeure préalable. De plus les pénalités s'appliquent dès le premier euro, quel que soit leur montant et leur montant total n'est pas plafonné.

La ou les pénalités applicables au titulaire sont retenues sur la facturation HT du mois au cours duquel le ou les manquements sont constatés.

L'application des pénalités n'exclut pas la possibilité, pour l'UIOSS, de résilier le marché dans les conditions définies à l'article concernant la résiliation.

L'organisme adressera par mail avec accusé de réception les anomalies constatées dans l'exécution des prestations et le montant de la pénalité sera ensuite déduit du montant de la facture adressée par le titulaire.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas appliquer ces pénalités s'il juge que l'absence ou le retard est dû à des causes étrangères et / ou indépendantes de la volonté du titulaire.

Le titulaire encourt une pénalité telle que définie ci-dessous pour tout manquement constaté par l'UIOSS dans l'exécution des prestations suivantes :

Motif de la pénalité	Montant HT de la pénalité
----------------------	---------------------------

Contrôle non conforme 5 jours ouvrés après la réalisation d'un contrôle (mise en place d'actions correctives non réalisée ou insuffisante)	<b>300€</b>
Dysfonctionnement non résolu après 2 jours ouvrés dans le cadre d'un contrôle en continu	<b>150€</b>
Non-respect des horaires d'interventions prévues au CCTP ou indiqués dans les bons de commandes	<b>200€</b>
Retard d'intervention sur l'horaire prévu pour une prestation sur bon de commande	<b>100€</b>
Non réalisation d'une prestation ponctuelle (sur bon de commande)	<b>400€</b>
Non-conformité d'une prestation ponctuelle (sur bon de commande)	<b>150€</b>
Non-respect des fréquences minimales de passage fixées dans le CCTP	<b>300€</b>
Non prise en compte d'un signallement	<b>150€</b>
Utilisation de matériels ou produits non autorisés par l'organisme ou le coordonnateur	<b>150€</b>
Absence non prévue du titulaire à une réunion de suivi ou à un contrôle programmé	<b>300€</b>
Non remplacement d'un personnel œuvrant absent entraînant la non-réalisation d'une prestation	<b>150€</b>
Clé ou badge perdu ou détérioré, le titulaire n'a pas informé l'organisme lors de la perte ou la détérioration	<b>100€</b>
Non-respect des consignes de tri	<b>300€</b>
Poubelle non vidée selon la périodicité du marché	<b>150€</b>
Non transmission dans les délais des éléments relatifs à la reprise du personnel	<b>400€</b>
Toute interruption de service quelles qu'en soient la raison et la durée (hors cas de force majeur)	<b>300€</b>
L'absence de prise de service, même annoncée précédemment à la prise de service sans qu'il y ait de remplacement prévu par le titulaire ;	<b>300€</b>
La détérioration des locaux ou du matériel fournis par l'UIOSS ;	<b>500€</b>
Non-respect des engagements environnementaux	<b>200€</b>

## 12. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Le maître d'ouvrage a également la possibilité de refuser le travail réalisé par le titulaire, d'en prescrire la réfaction totale ou partielle aux frais du titulaire.

- Réfactions pour défaut de qualité lié aux produits, méthodes ou matériels utilisés
- Réfactions pour défaut de qualité des prestations (y compris approvisionnement des consommables)

### 12.1. Vérifications

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS, les modalités de contrôle sont définies dans le CCTP (article 8).

### 12.2. Décision après vérification

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, les prestations sont réputées admises au-delà de 96 heures à compter de la fin de l'exécution de celles-ci.

Dans le cadre des contrôles effectués par l'UIOSS et décrits dans le CCTP et par dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS, l'admission est ajournée jusqu'à ce que les organismes prennent leur décision (admission, admission avec réfaction ou rejet).

### 12.3. Réfactions

Lorsque l'UIOSS estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, ils peuvent les admettre avec réfaction de prix, selon les indications détaillées ci-après :

Toute défaillance liée à l'utilisation de produits, de méthodes ou de matériels ne respectant pas les normes prescrites par le pouvoir adjudicateur donne lieu à une réfaction forfaitaire de 100 euros (cent euros) par manquement constaté.

Les dommages provoqués par l'utilisation de ces produits, méthodes ou matériels, donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût de la remise en état des installations ou équipements.

Durant une période de 60 jours à compter de la date de notification, délai nécessaire à la mise au point des défauts admissibles par site, aucune réfaction n'est appliquée.

Au terme de ce délai, il est mis en place un système sanctionnant les défaillances en matière de qualité.

Le pouvoir adjudicateur peut procéder à des contrôles (cf. article 8 du CCTP).

Pour chaque contrôle effectué sur le site, lorsque des insuffisances sont constatées (cette constatation sera effectuée par tout moyen écrit, en tout état de cause sur le cahier de liaison), le pouvoir adjudicateur pourra appliquer de plein droit sur la facture correspondante, les réfactions forfaitaires suivantes :



Niveau de réfaction	Taux de qualité	Montant de la réfaction (€ HT) / %
1	1 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non atteint sur une période de 3 mois	5% du montant mensuel
2	2 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non atteint sur une période de 3 mois	7% du montant mensuel
3	3 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non atteint sur une période de 3 mois	10% du montant mensuel

A partir de quatre fois le seuil d'acceptabilité de 75 % non-atteint sur une période de trois mois consécutifs pour un bâtiment, il y a rejet de l'ensemble des prestations pour ce bâtiment. Le prestataire n'est pas tenu d'exécuter à nouveau les prestations. En revanche, le montant de la prestation pour le mois en question ne sera pas payé. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

Le nombre de contrôles n'est pas limité : il est laissé à la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur et des organismes membres bénéficiaires.

## 13.RESILIATION

Les dispositions de l'article 38 du CCAG – FCS sont applicables.

### 13.1. Résiliation du marché aux torts du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant avec exécution des prestations à ses frais et risques, dans tous les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG – FCS, ainsi que :

- En cas de mauvaise exécution ou d'exécution fautive de ses obligations contractuelles ;
- Lorsque le titulaire, au cours de l'exécution du marché, tombe sous le coup d'un motif d'exclusion prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP ;
- Lorsque le titulaire est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail.

### 13.2. Exécution aux frais et risques du titulaire

#### a. En cours d'exécution du marché

Le pouvoir adjudicateur pourra pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de défaut et/ou mauvaise exécution par ce dernier d'une

prestation, dans les conditions décrites à l'article 45 du CCAG – FCS ainsi qu'à l'article précédent.

Les pénalités visées pour prestations non conformes continuent de s'appliquer pendant la période où la personne publique assure cette fourniture à la place du titulaire

#### b. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation du marché aux torts de ce dernier.

Dans ce cas, celui-ci ne sera pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport au montant du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire sera à sa charge et constituera l'indemnité due au maître d'ouvrage.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

## 14. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL

### 14.1. Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire, ainsi qu'à l'ensemble de ses cotraitants ou sous-traitants sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n° 87, 98, 29, 105, 100, 111, 138 et 182).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions : le titulaire apporte ces preuves par tous moyens significatifs, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.

### 14.2. Obligation d'identification des travailleurs

Le titulaire est tenu d'une obligation d'identification de toutes les personnes intervenant sur le chantier, doublée de l'obligation de tenir un registre établissant la liste exhaustive de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Ce registre doit être tenu à jour et mis à la disposition du maître d'œuvre et de toute autorité compétente. Sa production peut également être sollicitée par le maître d'ouvrage. Le respect de ces obligations s'impose également à l'ensemble des sous-

traitants qu'ils soient directs ou indirects. Il appartient au titulaire d'en faire assurer le respect par ces derniers, tout en conservant l'entière responsabilité des personnes recrutées.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réclamer à tout moment à l'ensemble des personnes présentes sur le chantier la « carte d'identification professionnelle des salariés du bâtiment et des travaux publics » ou « l'attestation provisoire » mentionnée aux articles R. 8292-1 et suivants du code du travail.

La non-présentation de cette carte implique de fait une expulsion du chantier de la ou des personnes, et une mise en demeure de l'entreprise titulaire de fournir la justification de la situation des salariés, ou de celle de ses cotraitants ou sous-traitants.

A défaut de production des justificatifs, le maître d'ouvrage adresse un signalement aux autorités en charge de la lutte contre le travail illégal.

#### 14.3. Lutte contre le travail dissimulé

En application des articles D. 8222-5 du code du travail (ou D. 8222-7 pour un candidat établi à l'étranger), le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, l'attestation à jour de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations ou contributions.

#### 14.4. Emploi de travailleurs étrangers ou détachés

En application des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, le titulaire du marché remet au maître d'ouvrage, tous les six mois jusqu'à la fin du contrat, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail qu'il emploie ou que son sous-traitant emploie.

En application des articles R. 1263-12 et R. 1263-12-1 du code du travail, le titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants sont tenus de fournir au maître d'ouvrage avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés sur le territoire national, une copie de la déclaration de détachement.

De même le titulaire, ses cotraitants et ses-traitants sont tenus de déclarer tout accident d'un travailleur détaché auprès de l'inspection du travail dans les conditions prévues aux articles L. 1262-4-4 et R. 1262-2 du code du travail.

### 15. OBLIGATION DES ORGANISMES

Les Organismes s'engagent à :

- Permettre au personnel du Titulaire, l'accès à leurs locaux aux heures déterminées d'un accord commun,
- Mettre à la disposition les informations utiles à la réalisation de l'intervention, dans les meilleures conditions de sécurité,
- Mettre à la disposition un interlocuteur habilité à fournir tout renseignement utile sur l'équipement visé par le marché

## 16. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'article 5.1 du CCAG – FCS est d'application directe.

## 17. REGLEMENT DES CONFLITS

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable, dans un premier temps, les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige, notamment, sur l'interprétation des clauses ou lors de l'exécution du présent marché, et après épuisement des voies de recours amiables prévues à l'article 46.1 du CCAG – FCS, le tribunal judiciaire territorialement compétent est celui du lieu d'exécution du présent contrat.

## 18. DEROGATION AU CCAG – FCS

<u>Article du CCAP</u>	<u>Article du CCAG – FCS</u>
3.2	4.1
7.2	7.2
9.6	10.1.1
11	14
12	27 ; 28 ; 29 ; 30